



LIVRES

L'ÉCOLE ET LA DÉMOCRATIE

Faut-il que la démocratie soit perçue comme menacée et que cette menace conduise à s'interroger sur le rôle de l'école pour que, sans concertation entre leurs auteurs et éditeurs, deux titres importants parmi les livres éducation de cette rentrée y fassent référence en des termes presque identiques ? Les sociologues François Dubet et Marie Duru-Bellat signent, au Seuil, *L'école peut-elle sauver la démocratie ?*, tandis que Philippe Meirieu, chercheur en sciences de l'éducation mais qui préfère se définir comme « *pédagogue* », publie chez Autrement *Ce que l'école peut encore pour la démocratie*.

Les deux ouvrages participent donc d'une même angoisse, celle-ci s'exprimant dans des registres différents : plus tourné vers l'analyse des processus institutionnels dans le cas des sociologues, davantage focalisé sur les relations humaines et l'univers des classes dans celui du pédagogue. Ces auteurs ne sont pas neutres : situés clairement à gauche, ils sont aussi engagés dans le débat éducatif, étiquetés comme « *pédagogistes* » par leurs détracteurs pour dénoncer de supposées dérives de la pédagogie, au détriment de la transmission des savoirs. Vieille querelle.

Leur point commun le plus saillant est qu'ils concluent leur propos en se prononçant en faveur de changements profonds des politiques scolaires, contre l'esprit de concurrence et dans le sens d'une recherche du « *commun* », celle-ci devant passer par une beaucoup plus forte attention consacrée aux élèves les plus faibles ; ceux que François Dubet, depuis des années, désigne comme les « *vaincus de la compétition scolaire* ». Lui et Marie Duru-Bellat analysent les promesses non tenues – ou trop partiellement – de la massification scolaire, à commencer par la promesse de justice. Ils appellent à batailler contre les inégalités scolaires en modifiant un système éducatif dont l'histoire et les mythes mobilisateurs sont écrits par les vainqueurs. Ces derniers, dont la réussite est majoritairement inscrite dans leur origine sociale, peuvent se persuader d'être une fois pour toutes « *les meilleurs* » sans que leur mérite réel ne soit jamais mesuré.

Il ne s'agit pas pour les deux sociologues de nier la valeur ni la nécessité de l'effort individuel mais de mettre en lumière le fonctionnement biaisé du « *modèle de légalité des chances méritocratique* » et ses conséquences néfastes, notamment en termes de

séparatisme social. Les perdants intériorisent leur défaite comme venant d'eux-mêmes mais, dès l'école, n'en restent pas moins amers, surtout lorsqu'ils constatent que le diplôme des « *sachants* » n'est pas forcément une garantie de compétence dans la conduite des affaires de la cité.

Ils considèrent que leurs propres efforts, fournis ensuite dans la vie active, ne sont pas récompensés, et leur ressentiment est un des facteurs qui menacent aujourd'hui la cohésion sociale, comme l'illustrent le mouvement des « *gilets jaunes* » et, plus largement, la défiance croissante envers les institutions, voire envers les valeurs démocratiques elles-mêmes.



L'ÉCOLE PEUT-ELLE SAUVER LA DÉMOCRATIE ?

de François Dubet et Marie Duru-Bellat
Seuil, 240 p., 17 €



CE QUE L'ÉCOLE PEUT ENCORE POUR LA DÉMOCRATIE

de Philippe Meirieu
Autrement, 280 p.,
19,90 €

« L'école du commun »

Leur plaidoyer pour que l'école « donne la priorité aux élèves les plus faibles et les moins favorisés » fait écho avec le propos de Philippe Meirieu sur la nécessité de « faire avec » ce qu'il décrit comme « la résistance des êtres aux savoirs qu'on leur propose et la résistance des savoirs à se livrer aux êtres qui les approchent ». Mais c'est pour s'interroger aussitôt sur le fait qu'il énonce ainsi un lieu commun, difficilement contestable, et qui ne manquera pas d'attirer les quolibets des « esprits forts ». En matière de moqueries et de caricatures de sa pensée, Philippe Meirieu a carton plein depuis des lustres, mais c'est la première fois qu'il trouve pour y faire face un ton à fois fataliste, amusé et serein.

Son livre est très particulier, composite, tenant à la fois de l'essai, du texte militant, du récit de son parcours, des anecdotes d'enseignement et de la conversation. L'auteur y revisite, mais toujours en les rattachant à l'actualité, sa play-list des pédagogues historiques : de Johann Heinrich Pestalozzi (1746-1827) à Célestin Freinet (1896-1966) et bien d'autres. Au passage, il explique pourquoi la pédagogie de Maria Montessori (1870-1952), plus centrée sur l'individu que sur le groupe, est aujourd'hui portée aux nues par ceux-là mêmes qui déniaient tout intérêt aux autres traditions pédagogiques.

Réaffirmant le « principe régulateur » de « l'éducabilité de tous » qui anime les pédagogues, en tension constante avec l'autre principe que l'on ne peut contraindre personne à apprendre contre son gré, il récuse l'idée que l'éducation serait assimilable à une quelconque fabrication standardisée et pourrait être une affaire d'algorithmes. La partie la plus originale du livre est celle où il assigne la pédagogie à plus de modestie et la définit comme « réfractaire aux grandes synthèses exhaustives ». Il n'écrira donc pas, pour ce qui le concerne, de « traité ». Plaidant pour « l'école du commun », seule à même d'aider la démocratie en difficulté, il la voit comme l'amorce d'« un monde où le désir d'apprendre est plus fort que celui de posséder, où l'entraide et la coopération l'emportent sur la concurrence et la rivalité, où une parole commune parvient à émerger du tumulte ». Mais pour cela, conclut-il, « je crains, les amis, qu'il faille faire vite ». ■

LUC CÉDELLE